**1.Le libéralisme**

     La théorie libérale moderne est notamment basée sur la [théorie subjective de la valeur](http://www.wikiberal.org/wiki/Subjectivit%C3%A9_de_la_valeur). Elle a été définie par Carl Menger, en 1871, mais en même temps, et de manière indépendante, par Léon Walras et Stanley Jevons. Cette approche subjective de la valeur représente une évolution par rapport au courant classique, incarné notamment par David Ricardo, qui était basé sur la valeur travail. A partir de la valeur subjective, les travaux Carl Menger ont posé les bases de ce qui est aujourd'hui l'école autrichienne, avec un auteur comme Ludwig von Mises qui a perpétué cette approche. Tandis que s'est développée, toujours à partir de l'approche subjective, le courant néoclassique, à travers notamment Alfred Marshall.

     Selon la théorie subjective, le prix d'un produit, ou service, dépend de la valeur que lui accorde l'acheteur. Il n'y a pas de valeur objective, mesurée par exemple par une quantité de travail intégré au produit.

**2.Le keynésianisme**

     Pour être précis, il y a deux types de théories interventionnistes: celles de type communiste, et celles de type keynésien. Cependant, le communisme ne traite pas de la dynamique de l'économie. Il stipule que le profit vient de l'exploitation des travailleurs. Il prévoit l'inéluctabilité de la révolution prolétarienne, sans préciser ce que serait concrètement le monde post-révolutionnaire. Il faut reconnaître que même les propositions proches du communisme sont largement mâtinées de keynésianisme. Par exemple, Europe Ecologie est très interventionniste. Mais, des élections régionales de 2009, son programme proposait de faire financer par la création monétaire le secteur associatif, pour relancer l'économie. Une politique inspirée du keynésianisme.

selon lui, la demande qui crée l'offre. Selon Keynes les économistes classiques et néoclassiques considèrent que l'argent investi fait tourner l'économie, point sur lequel il est en accord, et que tout argent gagné est soit dépensé en consommation, soit investi. Point sur lequel il est en désaccord.

     Selon Keynes, c'est le fait de dépenser qui stimule l'activité. Or, plus quelqu'un gagne de l'argent, plus il a tendance à le thésauriser, c'est-à-dire à le garder, sans l'utiliser pour sa consommation, ni l'investir non plus. Par conséquent, il faut stimuler l'économie par la dépense publique. De préférence par l'investissement public. L'argent investit provoquera des achat de biens de production, ce qui encouragera l'investissement dans ce domaine. L'investissement provoque une distribution de revenus, qui provoque une augmentation des investissements, qui provoque une augmentation des revenus, etc. C'est le principe du multiplicateur. L'investissement public provoque d'autres dépenses d'investissement et de consommation. Une aide à la consommation a également un effet multiplicateur, mais moins important.

**Conclusion**

     Les théories issues du keynésianisme ne s'appuient donc pas sur une base solide, contrairement au libéralisme. Les théories de relance par la dépense n'ont aucune base théorique.

    Cependant, les débats en économie ne vont pas jusqu'à ce niveau de réflexion.

     Et c'est peut-être là le problème. Les débats portent sur ce qu'il faut faire pour relancer la croissance, sans s'interroger sur ce qu'est l'économie. Il faudrait revenir à ce niveau de réflexion pour définir ensuite une politique économique.

Quels sont les avantages et les limites d’une politique de relance keynésienne ?  
  
Intro : Pour Keynes en période de crise comme la crise de 1929, c’est la demande globale qui doit être relancé favorisé la croissance. Il parle de cercle vertueux et raisonne en macroéconomie contrairement au classique. IL parle de l’intervention de l’Etat pour stimuler l’économie. En effet, en période de crise les agents économiques ne dépensent pas et les entreprises n'investissent pas. L'investissement ne peut donc « repartir » que si les anticipations des entreprises sont positives. Keynes préconise donc des mesures de relance.  
Le rôle de l'état consiste donc à injecter des revenus pour « doper » la machine économique par du déficit public.  
La relance pourra passer par une politique fiscale favorisant la consommation, ou une politique d’investissement favorisant l’offre.  
Pour cela, Keynes utilisera à la fois des politiques Monétaire mais aussi des politiques budgétaires  
Les composants de la demande globale : consommation, investissement et exportation  
  
I) Les avantages des politiques de relance Keynésiennes  
  
=> Effet multiplicateur : investissement, revenu, , emploi, conso, production, investissement...  
Multiplicateur des dépenses publiques : dépenses supplémentaires de l’Etat induisent une augmentation du revenu plus importante que la dépense initiale.  
Crise actuelle : plan de relance massif des Etats. K = 1/(1-c) proportion marginale à consommer  
  
=> Effet sur les anticipations : opinion positive des agents économique car éco science humaine donc conso et I.

Politique fiscale : relancer la consommation (baisse TVA en Angleterre, suppression du 2ème tier sur l'IR pour les pers. Faiblement imposées) / accroître la demande => investissement et recettes fiscales. Favoriser les énergies renouvelables  
  
=> Politique monétaire : baisse des taux d'intérêts / suppression du frein « coût de l'argent ». Baisse des taux ne favorisent pas l'épargne mais la conso et l’investissement => recette fiscale. Cela favorise aussi la baisse du ours de la monnaie donc augmentation des exportations….  
  
=>Politique économique et social : prime à la casse (secret auto), embauches de personnels pour réalisation des grands travaux.  
  
II) les limites d’une telle politique  
  
=> risque d’inflation : par la création monétaire liée à l’action/invest. de l’Etat, par la demande. Critique de la politique monétaire keynésienne par Friedman, ça ne doit pas être un outil de relance économique mais simplement de stabilité des prix !  
  
=> Impact sur les importations :  
Tout d'abord la théorie keynésienne raisonne en économie fermée. À l'heure actuelle, l'internationalisation croissante des économies constitue une sérieuse limite au modèle keynésien de relance. On peut toutefois la concevoir à une échelle internationale (européenne par exemple). Lorsqu'une relance est pratiquée à un niveau national, une injection de revenus risque entraîner un surcroît d'importations..   C'est la raison pour laquelle la relance de 1981 a échoué.  
. Diminution de l’effet multiplicateur.  
  
=> Ensuite, il n'est pas si aisé d'agir sur le niveau de consommation globale car la consommation dépend de facteurs économiques et psychosociologiques qui ne sont pas toujours facilement identifiables ni maîtrisables.  
  
=> Difficulté à trouver un équilibre consommation épargne, baisse des taux d’intérêt peut aussi favoriser plus d’épargne pour avoir les même revenu !  
  
=> effet d’éviction : le recours massif à l’emprunt des Etats peut décourager les agents à investir dans entreprises privées, la dette de l’Etat étant plus sure (Ex : E-U , nombreuses émissions d’obligations). Hausse des TI donc baisse I privé. Effet d éviction externe : rentré de Ktaux donc hausse dmd Mo donc => Hausse Taux de change  
  
=> Poids de la dette : elle devra être remboursée, et pèsera sur les générations futures  
.  
=> Accord régionaux : peut fixer des limites en terme déficit et dette publique (Ex : UE, 3% de déficit et 60% dette publique max / PIB).  
=> empêche la crise de faire son rôle d’assainissement  
Conclusion : les politiques de relance keynésienne ont été utilisé et le sont de nouveau depuis la crise financière mais elles doivent être des politiques conjoncturel donc de court terme qui doivent être coordonnées au niveau International. Elles ont à la fois montré leur efficacité et leurs limites dans le passé en France comme en dans le monde. Il faut donc les gérer en essayant de maximiser leur effet positif et maîtriser les autres aspects. Principalement l’endettement des Etats.  
  
Pour éviter de favoriser la consommation de produit importé et donc un déficit inutile, ne faudrait-il pas favoriser uniquement l’offre en stimulant simplement que la variable économique qu’est l’investissement ?